

**RAPPORT DE MISSION DE SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER
DES PROJETS/PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS
PUBLICS DANS LES REGIONS DE KAYES, KOULIKORO ET
DANS LE DISTRICT DE BAMAKO
DU 21 au 30 Décembre 2020**



Décembre 2020

TABLE DES MATIERES

Introduction	6
I. DEROULEMENT DE LA MISSION	6
REGION DE KAYES	6
1. PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS-Mali)	
1.1. Séance de travail avec les services techniques	7
1.2. Réalisations physiques	7
1.3. Système de Suivi-évaluation	9
1.4. Situation financière	9
1.5. Etat de passation des marchés.....	10
1.6. Visite des réalisations physiques:.....	12
REGION DE KOULIKORO.....	13
2. PROJET DE REHABILITATION/RENFORCEMENT DU TRONÇON KATI-DIDIENI DE LA ROUTE NATIONALE N°3 DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD.....	13
2.1. Séances de travail avec les services techniques.....	14
2.2. Réalisations physiques	15
2.3. Système de Suivi-évaluation	15
2.4. Situation financière	15
2.5. Etat de passation des marchés.....	16
2.6. Visite des réalisations physiques	16
DISTRICT DE BAMAKO.....	20
3. PROJET DE CONSTRUCTION /EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN STATISTIQUE (CFP-STAT).....	20
3.1 Séances de travail avec la direction du CFP-STAT	21
3.2 Réalisations physiques	21

3.3	Système de Suivi-évaluation	21
3.4	Situation financière	21
3.5	.Etat de passation des marchés.....	23
3.6	Visite des réalisations physiques	23
	II. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISSION	24
	III. DIFFICULTES RENCONTREES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....	26
	CONCLUSION.....	29
	IV.ANNEXES: TDRs, 21^{ème} Revue des Projets/Programmes visités, Ordre de Mission et liste de Présence.....	29

INTRODUCTION

Dans le cadre du suivi physique et financier des Projets/Programmes d'investissements publics et suivant l'ordre de mission N° 0113/MEF-SG du 14 décembre 2020, une mission de la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPDP) s'est déroulée du 21 au 30 décembre 2020, dans les Régions de Kayes, Koulikoro et dans le district de Bamako.

L'équipe de la mission était composée de :

- M. Diakaria KONE, Planificateur à la DNPDP, Chef de la mission ;
- M. Cheick Oumar GUINDO, DNPDP, membre ;
- M.Sidy DAO, CPS/Secteur du Développement Rural, membre ;
- Koniba TRAORE, Chauffeur DNPDP.

Au niveau de chaque région visitée, la mission a été appuyée par la Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP) concernée.

La présente mission s'inscrit dans le cadre des actions de la DNPDP au titre de l'effet stratégique n°2 du Plan de Réforme de la gestion des Finances publiques au Mali (PREM) 2017-2021 intitulé : «**Conformément aux normes internationales, le budget de l'Etat reflète les politiques publiques, optimise l'utilisation des ressources et assure l'efficacité de la dépense publique**».

La mission porte sur trois (3) projets/programmes, à savoir :

Région de Kayes:

- Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Mali)

Région de Koulikoro :

- Réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira (710 km)/tronçon Kati Didiéni

District de Bamako :

- Construction/Equipement du Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique.

Rappelons que l'objectif visé par la mission est d'une part, de dresser le point de la situation d'exécution physique et financière des projets et programmes d'investissements publics visités et inscrits au PTI 2020-2022 et au BSI 2020 et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances et, d'autre part, de recueillir et publier des informations fiables, actualisées et transparentes sur l'exécution physique et financière des Projets/Programmes (P/P) au Mali (cf. TDR en annexe).

Les résultats attendus de cette mission sont :

- l'état d'exécution des Projets /Programmes visités est mieux connu ;
- les contraintes et goulots d'étranglements à la bonne marche des projets visités sont identifiés ;

- les recommandations appropriées à la prise de décision sont formulées et mises en application.

Dans le souci d'obtenir des informations partagées et fiables, la mission a rencontré plusieurs personnalités impliquées dans l'exécution desdits projets. Elle a également tenu des entretiens préliminaires et restitué les résultats aux Unités de Gestion des Projets (UGP) et aux autorités administratives/politiques des localités qui ont, en retour apprécié, cette démarche pédagogique avant de souhaiter plein succès pour la suite des travaux.

Le présent rapport est structuré autour des points suivants :

I. Déroulement de la mission

II. Principaux enseignements tirés de la mission

III. Suggestions, recommandations et propositions de solutions

IV. Annexes.

I. DEROULEMENT DE LA MISSION

Avant le démarrage effectif des travaux, la mission a procédé à une série de prises de contact avec certains services techniques tels que les CPS, les DFM, les DRPSIAP et les UGP. Ces prises de contact ont permis de les informer et surtout de prendre les dispositions pratiques pour une meilleure organisation de ladite mission. Les documents envoyés ont concerné :

- la lettre d'informations des différents gestionnaires de projets ;
- les TDR de la mission ;
- la copie scannée de l'ordre de mission ;
- la liste des projets à visiter ;
- la fiche de suivi –évaluation des projets ;
- la liste des documents de travail de la mission.

Dans les localités visitées, la mission a rendu une visite de courtoisie aux autorités administratives et politiques avant de commencer le travail technique.

Sur le plan méthodologique, la mission proprement dite s'est déroulée en deux (2) phases. Une première phase de séances de travail avec les Unités de Gestion des Projets (UGP) et/ou les services techniques qui ont permis, non seulement d'avoir une vue d'ensemble sur les projets (niveau d'exécution physique et financière, état de passation des marchés, mécanisme de Suivi-évaluation mis en place pour le pilotage du projet) mais aussi, d'établir un calendrier consensuel pour la poursuite des travaux. Une seconde phase dite « visite des réalisations physiques sur le terrain », a permis de constater l'effectivité des réalisations, d'apprécier leur niveau d'exécution et de proposer des solutions aux difficultés rencontrées et d'échanger si possible avec quelques acteurs (UGP, entreprises, bureau de contrôle, bénéficiaires).

Par ailleurs, la mission a tenu à restituer et faire adopter les résultats obtenus, par les UGP et les autorités administratives/politiques.

REGION DE KAYES

1. PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS-Mali)

Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Mali) couvre la période 2016-2021, soit une durée de 6 ans. Il a pour objectif d'améliorer l'accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agropasteurs dans les zones transfrontalières sélectionnées et le long des axes de transhumance dans les six pays du sahel et d'améliorer la capacité de ces pays à répondre à temps et de façon efficace en cas de crise pastorales ou d'urgences.

Les objectifs spécifiques sont : (1) organiser et rendre plus opérationnels les services vétérinaires (SVN) pour améliorer la situation sanitaire du cheptel ; (2) renforcer la gestion durable des ressources naturelles par les communautés pastorales et agropastorales et sécuriser leur accès à ces ressources ; (3) améliorer l'accès des organisations paysannes aux marchés nationaux et régionaux à travers le développement des infrastructures et des systèmes d'information des marchés, et le renforcement des organisations pastorales et

interprofessionnelles de facilitation du commerce et (4) améliorer la préparation des crises, par le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion des crises et par une approche préventive de soutien à la diversification des revenus et moyens d'existence en milieu pastoral.

Le PRAPS est mis en œuvre dans dix (10) régions administratives du Mali (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka et Taoudéni), 39 cercles limitrophes du Burkina Faso, de la Mauritanie, du Sénégal et du Niger et 220 communes.

Ses composantes sont :

- Améliorer la santé animale ;
- Améliorer la gestion des ressources naturelles ;
- Faciliter l'accès aux marchés ;
- Améliorer la gestion des crises pastorales ;
- Gestion du projet et appui institutionnel.

1.1. Séance de travail avec les services techniques

En raison du respect des mesures barrières édictées par les autorités en vue de limiter la propagation de la pandémie à coronavirus, les échanges téléphoniques et électroniques entre l'équipe de la mission et la coordination nationale du PRAPS ont été privilégiés et ont permis d'avoir une large compréhension sur l'état d'exécution globale du projet et de cibler les zones à visiter. La mission a été informée de l'adoption du système de "télé travail" en raison de la perte du Coordinateur suite au coronavirus. A cette douloureuse occasion, la mission a présenté ses condoléances attristées aux collaborateurs du disparu.

Il ressort également des échanges que le projet arrive à terme en 2021 et la formulation de la deuxième phase est bien avancée.

A Kayes, la mission a rencontré la Direction Régionale des Productions et des Industries Animales (DRPIA). Les échanges ont porté sur le point des réalisations physiques du projet dans la région ainsi que les difficultés y afférentes. Ces difficultés concernent notamment les insuffisances constatées dans le financement des missions de supervision du projet dans la région, l'absence d'un budget de fonctionnement pour la coordination régionale et la non implication effective des structures déconcentrées dans les missions au niveau de la Région.

Au niveau de Diéma, l'UAPIA et le Service vétérinaire ont souligné les insuffisances relatives à la réhabilitation de leur siège (problème d'étanchéité des bureaux, du magasin de stockage non sécurisation du domaine) et l'absence d'un système d'adduction d'eau potable.

1.2. Réalisations physiques

Les réalisations de la région de Kayes sont résumées, ci-après :

- En matière de la **santé animale** :
 - o construction de 19 parcs de vaccination dont 8 à Kayes, 6 à Yelimané, 5 à Nioro, 2 réhabilitations de puits pastoraux (Biladjimi et Yilé) et la réalisation de 2 SHPA (Nioro et Kenieba) sont en cours.

- Réhabilitation de services locaux de Kayes (SLPIA et SV), les bureaux de l'ex PADESO, des services locaux de Aourou et la construction de l'UAPIA de Kayes ;
- Réhabilitation de services locaux SLPIA et SV de Yelimané ;
- Réhabilitation de services locaux SLPIA et SV de Diema ;
- Construction des postes vétérinaires de Gogui, et Trougoumbé et la construction de l'UAPIA de Sandaré ;
- Appui aux mandataires et des AGR.
- En matière de l'**amélioration de la gestion des ressources naturelles**, il s'agit notamment de :
 - l'inventaire des points d'eau pastoraux ;
 - l'installation de 28 Commissions Foncières (COFO) ;
 - la réalisation de l'enquête ménage et le géo référencement des infrastructures d'élevage.
- Dans le cadre de la **facilitation de l'accès aux marchés**, il concerne essentiellement :
 - l'organisation de la foire en 2017 ;
 - la remise d'un kit de transformation de viandes ;
 - la mise en place de trois interprofessionnels de bétail (producteurs, marchands et transformateurs) et ;
 - les renforcements des capacités techniques des membres de groupement de femmes.
- Concernant la **gestion des crises pastorales**, on peut noter, entre autres :
 - l'installation de 10 systèmes communautaires d'alerte précoce ;
 - le renforcement des capacités (formation de 15 membres des organisations professionnelles féminines, d'un maître formateur, formation des chefs SLPIA, DRPIA et DRSV, formation des bénéficiaires d'AGR)
 - la dotation de 20 kits d'AGR et de 50 bénéficiaires en kit d'embouche.

De façon globale sur l'ensemble du territoire national, la mise en œuvre des activités de l'année 2020 a permis d'enregistrer des acquis majeurs au niveau de chaque composante et de toucher 375 231 bénéficiaires dont 34,31% de femmes correspondant à 126 221 de femmes touchées.

Ainsi, il a été construit et/ou réhabilité 19 sur 29 Unités Vétérinaires prévus dans le Cadre de Résultat. En plus 22 SLPIA et UAPIA ont été construits/réhabilités grâce au projet au profit de la DNPIA qui assure les missions de vaccination dans les localités non pourvues d'agents des services vétérinaires.

S'agissant des parcs de vaccination, 29 sont en cours et les travaux avancent normalement dans les régions du Nord.

Par rapport aux points d'eau, 02 sont en cours de réception à Youwarou et Djenné ; 04 en cours d'équipements à Niono. Les dispositions sont prises pour réceptionner 36 en 2021.

Par rapport aux marchés à bétail à Zouera et à Lerneb (Tombouctou), les travaux sont bien avancés. A N'Dakki, suite au retard accusé par l'entreprise, le contrat a été résilié et une autre entreprise sera recrutée par entente direct pour achever ce site à Tombouctou.

Les contrats pour les 03 magasins d'aliment bétail sont exécutés conjointement avec les marchés à bétail.

Il est à noter également que certaines activités du projet accusent du retard notamment les constructions des services déconcentrés et les parcs de vaccination malgré les avancées significatives enregistrées par endroit.

1.3. Système de Suivi-évaluation

Le suivi-évaluation du PRAPS repose sur l'implication de certains acteurs dont les services techniques de l'Etat et les prestataires privés.

Les organes de délibération, de gestion et de concertation sont :

- **les instances de pilotage** : le Comité d'Orientation et de Pilotage, le Comité Technique Opérationnel, les Cadres de Concertation Technique Régional dans les dix régions que couvrent le projet ;
- **les instances d'exécution** : l'Unité de Coordination du Projet, les Unités de Coordination Régionale, les Agences d'Exécution (**la DNPIA, la DNSV, la DNH, la DNACPN, la DNGR, la DNEF, l'APEJ, le CSA/SAP, le FAFPA**) pour appuyer la mise en œuvre des activités relevant de leurs mandats régaliens de contrôle, de réglementation, de diffusion de technologies et de suivi.
- **les services techniques déconcentrés dans les communes et/ou groupes de communes** sont chargés de la collecte primaire des données dans les différents sites, et de leur transmission aux services locaux et à l'Unité de Coordination Régionale du PRAPS à travers l'Assistant Suivi- Evaluation qui assure l'animation et l'appui conseil aux agents ;
- **les services techniques locaux**, après avoir agrégé les données reçues des différentes communes et/ou groupes de communes et les transmettent aux directions régionales, tout en faisant copie à l'Assistant Suivi- Evaluation de l'Unité de Coordination Régionale ;
- les directions techniques régionales transmettent les données agrégées aux directions centrales, au Spécialiste Suivi- Evaluation de l'Unité de Coordination du PRAPS-ML et à l'Assistant Suivi- Evaluation de l'Unité de Coordination Régionale ;
- les directions techniques centrales, après avoir reçu les données des structures déconcentrées respectives, les vérifie et les transmet à la coordination PRAPS-ML; les bénéficiaires sont représentés par leurs associations professionnelles et communautaires.

1.4. Situation financière

Le coût initial du projet est de 48,21 Millions de Dollars (IDA + GRM), soit **24 105 millions de F CFA** (IDA + GRM). Ce coût comprend:

- 22,5 milliards FCFA de Crédits;
- 0,480 milliards FCFA de contribution des Populations/Collectivités ;
- 1,125 milliards FCFA de contrepartie de l'Etat.

Le coût actualisé se chiffre à **28 561 millions F CFA**, soit un écart de 4 456 millions qui a été expliqué par l'Unité de Coordination du Projet en termes de fluctuation de la devise.

Le cumul des décaissements enregistrés au 31 décembre 2020 s'élève à **22, 563 milliards de F CFA** sur un financement acquis de 28,561 milliards de F CFA, soit un taux de décaissement

de **93,60%**. Ce qui donne un cumul décaissé de 22,077 milliards F CFA pour la Banque Mondiale/IDA et 485,671 millions pour l'Etat¹.

1.5. Etat de passation des marchés

Les principaux marchés conclus en 2019-2020 sont consignés dans le tableau ci-après :

Intitulé des marchés	Dates de lancement	Dates de signature et fin
Travaux de Construction d'un marché à bétail dans la commune de TILEMSI LERNEB dans le cercle de Goundam région de TOMBOUCTOU	2019	- 01/11/2019 - 01/03/2020 - 120 jours - Montant : 74 458 320
Travaux de Construction d'un marché à bétail dans la commune de ZOUERA dans le cercle de GOUNDAM région de Tombouctou	2019	- 01/11/2019 - 01/03/2020 - 120 jours - Montant : 60 931 849
Travaux soient exécutés par l'Entrepreneur, à savoir les Travaux de Réalisation de 26 Systèmes Hydraulique Pastorale Améliorés dans les Cercles Kenieba, Nioro du Sahel, Yorosso, Niono, Macina, Koro, Tenenkou, Youwarou, Douentza, Gourma Rharous, Niafunke, Goundam, Gao, Menaka et Tin-Essako-LOT 01 : Travaux de Réalisation de cinq SHPA dans les sites de Wassaba/Madina-Talibe, Nioro (Marché à Bétail), Sona, Koloni, Kome	2020	- 03/02/2020 - 03/06/2020 - 4 mois - Montant : 151 571 250 - Montant décaissé : 30 314 250
Travaux de Réalisation de 26 Systèmes Hydraulique Pastorale Améliorés dans les Cercles Kenieba, Nioro du Sahel, Yorosso, Niono, Macina, Koro, Tenenkou, Youwarou, Douentza, Gourma Rharous, Niafunke, Goundam, Gao, Menaka et Tin-Essako-Lot 02 : Travaux de Réalisation de cinq SHPA dans les sites de Séno-Mango, Wayèrè, Dioulouna, Diawely, Méma- Dioura	2020	- 03/02/2020 - 03/06/2020 - 4 mois - Montant : 175 755 825 - Montant décaissé : 35 151 165
Travaux de Réalisation de 26 Systèmes Hydraulique Pastorale Améliorés dans les Cercles Kenieba, Nioro du Sahel, Yorosso, Niono, Macina, Koro, Tenenkou, Youwarou,	2020	- 03/02/2020 - 03/07/2020 - 5 mois - Montant : 339 896 250

¹ Informations données par l'UGP

Intitulé des marchés	Dates de lancement	Dates de signature et fin
Douentza, Gourma Rharous, Niafunke, Goundam, Gao, Ménaka et Tin-Essako-LOT 4 : Travaux de Réalisation de neuf SHPA dans les sites de EghassaneIlouale, Egachar- Gourma, Khassane, In Tameymarat, Intihatène, Tinagarouf, Tinalakame, Inarabane , Achibago		<ul style="list-style-type: none"> - Montant décaissé : 67 679 250
Travaux de Construction et de Réhabilitation des bâtiments de la santé animale dans les Cercles de Gao et Ansongo dans la région de Gao	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 01/03/2020 - 4 mois - Montant : 67 774 439
Travaux de Construction et de Réhabilitation des bâtiments de la santé animale dans les Cercles de Djénné, Ténenkou et Youwarou dans la région de Mopti	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 01/03/2020 - 4 mois - Montant : 79 924 600
Travaux de Construction et de Réhabilitation des bâtiments de la santé animale dans les Cercles de Ménaka et Anderhamboucane dans la région de Ménaka	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 01/03/2020 - 4 mois - Montant : 74 479 900
Travaux de Construction et Réhabilitation des bâtiments de santé animale des cercles de Koutiala, Yorosso, Tominian et Niono dans les régions de Sikasso et Ségou au compte du Projet PRAPS MALI	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 01/03/2020 - 4 mois - Montant : 41 935 839
Travaux de Construction et de Réhabilitation des bâtiments de la santé animale dans le Cercle de Douentza dans la région de Mopti pour le compte du PRAPS-ML	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 01/03/2020 - 4 mois - Montant : 73 160 000
Fourniture et transport des petits matériels constituant les kits pour production et embouche de ruminants, de kit aviculture villageoise, transformation/valorisation des cuirs et peaux pour la région de Tombouctou, dans le cadre de la mise en œuvre des AGR	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 27/07/2020 - 26/08/2020 - Duré : 30 jours - Montant : 10 400 800
Fourniture et transport des petits matériels constituant les kits pour production et embouche de petits ruminants, de kit aviculture villageoise, transformation/valorisation des cuirs et peaux,	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 26 Août 2020 - 25 Sept 2020 - Duré : 30 jours - Montant : 10 350 000

Intitulé des marchés	Dates de lancement	Dates de signature et fin
pour la région de Gao, dans le cadre de la mise en œuvre des activités génératrices de revenus (AGR)		
Fourniture et transport des petits matériels constituant les kits pour production et embouche de ruminants, transformation/valorisation des cuirs et peaux pour la région de Kidal	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 13 Août 2020 - 12 Sept 2020 - Duré : 30 jours - Montant : 6 906 000
Fourniture et transport des petits matériels constituant les kits pour production et embouche de ruminants, de Kit aviculture villageoise, transformation/valorisation des cuirs et peaux pour la région de Taoudénit	2020	<ul style="list-style-type: none"> - 21 Septembre 2020 - 20/10/2020 - Duré : 30 jours - Montant : 6 000 000

1.6. Visite des réalisations physiques:

Elle a porté sur les travaux de réhabilitation des locaux de certains bâtiments administratifs de l'Etat à Kayes (ancien bureau PADESO, Service Local de la Production des Industries Animales, Unité d'Appui à la Production des Industries Animales/UAPIA) et Diéma (Service Local de la Production des Industries Animales et Service Vétérinaire). L'ensemble de ces travaux ont été réalisés en 2018.



UAPIA et Service Vétérinaire de Diéma



Etanchéité du magasin de stockage Diéma

Constats: Il ressort de la visite que la quasi-totalité des bâtiments visités ont un problème d'étanchéité notamment ceux de Diéma (bureaux et magasin de stockage). A ceux-ci, s'y ajoutent l'absence d'une source d'eau potable et la non sécurisation du domaine foncier).



Couloir des locaux UAPIA de Kayes



Photocopieuse UAPIA acquis par le PRAPS

REGION DE KOULIKORO

2. PROJET DE REHABILITATION/RENFORCEMENT DU TRONÇON KATI-DIDIENI DE LA ROUTE NATIONALE N°3 DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD

Dans le cadre de sa politique de désenclavement intérieur et extérieur du pays, le Gouvernement de la République du Mali a entrepris, dans ces dernières années, un vaste programme de réhabilitation et construction d'infrastructures routières des différents corridors de transports.

Les objectifs de cette politique se résument comme suit, au niveau national et sous régional :

- accroître les échanges économiques ;
- accroître la production globale des produits agricoles et leur acheminement ;
- réduire les coûts de transport de marchandises et des biens ;
- faciliter l'accès aux soins médicaux et aux services d'éducation.

L'objectif global du projet est d'améliorer le niveau de service de la route en vue de contribuer à la croissance économique du pays.

La réhabilitation de la Route Nationale n°3 (RN 3) s'inscrit dans ce programme principalement le tronçon Kati-Kolokani-Didiéni du corridor Bamako-Dakar par le nord. Principal corridor d'approvisionnement de notre pays, la RN3 est devenue une priorité au regard de son état de dégradation très avancée pouvant conduire, avec la saison des pluies, à des interruptions de trafics.

A cet effet, le Ministre de l'Economie Finances, sollicité par le Ministre des Infrastructures et de l'Equipeement, par lettre confidentielle n°1139/MEF-SG du 9 août 2018, a donné son avis de non objection pour l'attribution de l'exécution du Projet. Ainsi, le Ministre des Infrastructures et de l'Equipeement a conclu une convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée avec l'AGETIPE.

Il est à souligner que l'impact du projet concerne, au-delà des régions de Koulikoro et de Kayes, le District de Bamako et quasiment tout le pays (il relie le Mali à la Mauritanie et le corridor Bamako-Dakar par le nord qui assure la liaison avec le Sénégal).

Vu la non disponibilité des études techniques et des ressources financières prévues à ce stade, le Maître d'Ouvrage a décidé d'une exécution du projet en deux phases afin de rendre la route carrossable pour les usagers dans les six mois à compter de la date de redémarrage des travaux.

Une première phase qui a consisté à la réalisation des travaux d'entretien lourd (d'un montant maximum de 9 812 662 998 F CFA) sur la route par le recyclage de la chaussée existante ou le reprofilage, l'exécution d'un revêtement en enduit superficiel bicouche au niveau des zones fortement dégradées et les points à temps dans les zones moins dégradées, en vue de maintenir la continuité du trafic.

Une seconde phase, en cours, qui est intervenue après le dimensionnement de la chaussée. Elle consiste en la réalisation de la structure de chaussée définitive par-dessus le bicouche précédemment fait.

Ce phasage ne change pas les conditions du marché de base. Cependant, le dimensionnement de la structure de chaussée à mettre en œuvre dans la deuxième phase et l'actualisation du cadre quantitatif des travaux a occasionné un avenant n°2 d'un coût de 16 000 000 000 F CFA au marché T1-IV01-2227-01-01/2018. Le coût final et définitif du projet a été révisé à 89 314 850 129 FCFA TTC.

2.1. Séances de travail avec les services techniques

Au terme de la visite des réalisations du projet, l'équipe de la mission s'est entretenue avec le chef du projet au niveau de l'AGETIPE, le Chef de la Division Finances de la DFM du Ministère des Transports et des Infrastructures et le Chef de la Division Etudes et Planification.

Au cours de ces échanges, l'équipe de la mission a procédé à la restitution des visites de terrain avec un accent particulier sur l'état d'avancement des travaux, les observations et suggestions issues desdites visites, à savoir, l'élargissement de l'aire du poste de péage et de pesage de Kati pour le stationnement des gros porteurs, la sécurisation du site des emprunts et de la carrière et l'installation de la camera de surveillance au bénéfice du personnel du projet.

En retour, ils ont tout d'abord félicité la DNPDP pour le choix de la visite du projet. Ensuite, ils ont fait une brève présentation du projet de son état d'avancement globale, des contraintes/difficultés et des mesures/solutions envisagées pour le respect du délai contractuel des travaux.

On peut, entre autres, retenir des échanges :

- le retard dans la réalisation des études techniques d'exécution ;
- la disponibilité des matériaux et de la logistiques nécessaires pour la finalisation des travaux;
- le retard dans l'exécution des travaux ;
- le retard dans le paiement des décomptes (factures en instance).

Par ailleurs, la mission a été informée de la conclusion d'un avenant n°2 (dans le circuit de signature au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances) au marché des travaux, d'un montant de 16 000 000 000 F CFA.

Enfin, les acteurs rencontrés ont sollicité l'accompagnement du Ministère de l'Economie et des Finances pour le respect des échéanciers de paiements des conventions, afin d'éviter l'arrêt des travaux.

2.2. Réalisations physiques

A la date du 28 décembre 2020, l'état d'avancement des travaux est de 34,71% (après l'optimisation) pour 20 mois écoulés, soit 56,12% du délai consommé.

L'arrêt des travaux ayant été suivi des remous sociaux de la population des localités riveraines du tronçon Kati-Didièni de la RN3, les plus hautes autorités du pays ont émis le souhait d'une reprise des travaux avec comme principal objectif le soulagement rapide des usagers dans un bref délai. A cet effet, elles ont autorisé la réalisation des travaux d'entretien lourd en vue de maintenir le trafic. La réalisation desdits travaux a fait l'objet d'un avenant n°1 sans incidence financière sur le marché de base T1-IV01-2227-01-01/2018. Le présent avenant pour un délai d'exécution de 6 mois a prorogé ainsi le délai d'exécution global des travaux à 36 mois. Il traitera de la nouvelle stratégie mise en place pour la réalisation du projet.

La suspension des études techniques d'exécution de décembre 2018 à mai 2019 par le bureau CIRA pour faute de paiement a freiné l'exécution des travaux.

2.3. Système de Suivi-évaluation

Le suivi-évaluation du projet est organisé autour des réunions hebdomadaires et mensuelles de chantier entre l'Entreprise, la mission de contrôle et l'Administration. L'objectif de ces réunions est de s'imprégner des conditions d'exécution du projet et des difficultés (techniques, administratives ou financières) auxquelles il pourrait être confronté et au besoin de proposer des solutions en vue de respecter le délai et maîtriser le coût des travaux.

Toutefois, des réunions peuvent être organisées à tout moment en cas d'urgence.

Les produits issus du suivi sont entre autres : les rapports mensuels de la mission de contrôle et les Procès-verbaux des réunions mensuelles.

2.4. Situation financière

Le coût estimatif du projet se chiffre à 77 476 708 005 FCFA TTC (dont 73 314 850 129 FCFA pour les travaux et 4 161 857 876 FCFA pour les études techniques, le contrôle et la surveillance des travaux). A ce coût s'y ajoute les honoraires du Maître d'Ouvrage Délégué (AGETIPE) ramené à 1 000 000 000 FCFA après négociation.

En définitive, le coût global de la convention est de 78 476 708 005 FCFA TTC, totalement pris en charge par le Budget National sur les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour un délai d'exécution de trente (30) mois, y compris la saison des pluies.

Les décaissements cumulés au titre du projet (y compris les honoraires de l'AGETIPE) à la date du 29 décembre 2020, se chiffrent à 39 445 613 000 FCFA, soit un taux de décaissement de 50,26%.

2.5. Etat de passation des marchés

- Marché T1-IV01-2227-01-01/2018 (Attribué à l'entreprise SOGEA-SATOM), relatif aux travaux de réhabilitation/renforcement de la route nationale n°3 du corridor Bamako-Dakar par le nord, montant 73 314 850 129 FCFA TTC pour un délai d'exécution de 30 mois y compris la saison des pluies (financement 100% Budget National exercices 2018, 2019, 2020 et 2021) ;
- Contrat n° E1-IV01-2227-01-01/2018 (Attribué à CIRA SAS), relatif au service de consultant pour les études techniques, le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation/renforcement de la route nationale n°3 du corridor Bamako-Dakar par le nord, montant 4 161 857 876 FCFA TTC pour un délai d'exécution de 32 mois (financement 100% Budget National exercices 2018, 2019, 2020 et 2021) ;
- Avenant n°01 sans incidence financière au Marché T1-IV01-2227-01-01/2018 pour le délai d'exécution de l'avenant n°01 de 6 mois, prorogeant ainsi le délai d'exécution global des travaux à 36 mois.

Le projet géré sous Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée n°008/2018/IP du 26 septembre 2018 avec l'AGETIPE, porte sur les travaux ci-après :

- installation générale du chantier ;
- terrassements, chaussée et revêtement ;
- ouvrages d'art, assainissement, éclairage public ;
- signalisation et travaux divers.

2.6. Visite des réalisations physiques

Il est important de rappeler que l'origine du projet se situe à Kati au rond-point en face du camp (PK 0) ou le carrefour à l'intersection de la RN3 et RR9 (la route de Kouloba-Kati) et la fin se trouve à Didièni PK 152 au croisement des 2 voies bitumées (intersection entre la voie de contour et de traversée de Didièni).

Les visites ont concerné les travaux déjà réalisés et ceux en cours de réalisation à partir du PK0 (Kati) au PK25. Pour la circonstance, l'équipe de la mission a bénéficié de la compagnie du Directeur des travaux de l'entreprise SOGEA SATOM et de 2 représentants de la Mission de Contrôle CIRA. Le parcours a été ponctué par des arrêts suivis de commentaires et d'explications sur l'état d'avancement des travaux par le Directeur des Travaux et les représentants de CIRA.

Lesdits arrêts ont été effectués au niveau des points suivants :

- **PK 0 :**

La visite a commencé au niveau du rond-point de Kati. La mission a été édifiée sur l'urgence et la pertinence de la première phase du projet qui a consisté à la réalisation des travaux d'entretien lourd sur une distance de 70 km.



Alentours de PK0

- **Les caniveaux dans la ville de Kati**

Le premier arrêt a concerné les caniveaux. A ce niveau les travaux sont déjà terminés. Il est important de souligner que ces caniveaux ont été réalisés sur 32 km au niveau des zones sensibles du tronçon, avec des épaisseurs de 80 cm sur une profondeur de 100 cm.

L'équipe de la mission a été édifiée sur les critères de sélection des sections pour les caniveaux.



Caniveaux réalisés à Kati-ville

- **PK12+200 (poste de péage et de pesage de Kati)**

Le poste reçoit le trafic des deux corridors, nord et sud. Il est prévu la réalisation de 500 mètres de béton armé dans la zone du péage. A ce sujet, les plans sont en cours de validation au niveau de l'Administration.

Au cours de échanges, le Directeur a motivé le choix du béton armé au profit de la bitume par le souci de durabilité de la couche.

Cependant, l'équipe de la mission a déploré la non prise en compte de l'aménagement des aires de repos ou de stationnement des gros porteurs.



Lieu de stationnement des gros porteurs non aménagé

- **PK 21,800**

La mission a constaté la présence des engins et des ouvriers à pied d'œuvre sur le chantier.

En outre, le Directeur des travaux a expliqué les caractéristiques techniques de la route du PK12+200 au PK final. On note qu'au niveau des sections dont la couche de rattrapage n'est pas nécessaire, il a été retenu une épaisseur de 9 cm pour la couche de grave bitume et 5 cm pour le Béton Bitumineux (BB). Par contre pour les autres sections, il a été retenu un revêtement de 5 cm en BB 0/10 et une couche de grave bitume d'épaisseur moyenne de 11,5 cm y compris la couche de rattrapage.



L'entreprise en activité sur le terrain

- **PK 25**

Les travaux sont au stade de terrassement et à la couche de fondation. Les ouvriers étaient présents à pied d'œuvre sur le chantier.

- **Base vie de l'Entreprise SOGEA SATOM à Yélékebougou**

La visite a pris fin au niveau de la base vie bâtie sur une superficie de 10 ha.

La délégation a visité : le Laboratoire pour le contrôle de la qualité des matériaux, la zone de préfabrication (balises, bordures), la zone de stockage de carburant (capacité de 180 000 litres de gazoil), les Centrales de concassage et d'enrobage (capacité 1500 tonnes par jour), la zone des emprunts et carrières (capacité 1 300 tonnes par jour), l'atelier mécanique pour l'entretien des engins et les bureaux et logements.

Au terme de la visite, la mission s'est entretenue avec l'entreprise et le Bureau de contrôle. On peut retenir de ces entretiens que : trois (3) Ordre de Service ont été notifiés à l'entreprise SOGEA SATOM dans le cadre de l'exécution des travaux. Il s'agit de :

- l'Ordre de Service n°01/222/2018/DG/DT/AM du 16 octobre 2018 pour le démarrage des travaux de réhabilitation/renforcement du tronçon Kati-Didiéni de la RN3 du corridor Bamako-Dakar par le nord le 23 octobre 2018 ;
- l'Ordre de Service n°02/192/2019/DG/DT/AM du 02 septembre 2019, relatif à l'exécution des travaux d'entretien lourd sur le tronçon Kati-Didiéni en avenant n°1 sans incidence financière (en attendant le choix de la structure de chaussée) pour un délai d'exécution de six (6) mois ;
- l'Ordre de Service n°03/28/2020/DG/DT/AM du 02 mars 2020, relatif à l'exécution des travaux définitifs (chaussée GB et BB) et d'assainissement sur la section dont le projet d'exécution est approuvé à ce jour. Par ailleurs, cet ordre de service couvrira la

suite du projet sous réserves de la validation préalable des projets d'exécution de différentes sections restantes en cours d'études et de l'accord du Ministère de l'Economie et des Finances.

L'entreprise a rassuré l'équipe de la mission de la disponibilité des matériaux (bitume, gravier, etc.) et logistiques nécessaires pour la finalisation des travaux et s'est engagée à achever les travaux dans le délai contractuel, sous réserve de bénéficier des paiements des décomptes.

Aussi, l'équipe de la mission a suggéré l'élargissement de l'aire du poste de péage et de pesage de Kati pour le stationnement des gros porteurs, la sécurisation du site des emprunts et des carrières et l'installation de la camera de surveillance.



Lieu d'extraction de la carrière



Equipe de la mission sur les lieu d'extraction de la carrière en compagnie de l'Entreprise et du Bureau de Contrôle

DISTRICT DE BAMAKO

3. PROJET DE CONSTRUCTION /EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN STATISTIQUE (CFP-STAT)

Créé par Ordonnance N°2015/013/P-RM du 2 avril 2015, le Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT) est un établissement public à caractère scientifique et technologique. Cette Ordonnance a été ratifiée par loi n°2015-025 du 11 juin 2015.

Le CFP-STAT a pour missions de contribuer au développement des ressources humaines du système statistique national. A ce titre, il est chargé :

- d'assurer la formation initiale d'adjoints techniques de la statistique;

- d'assurer le perfectionnement et la formation continue du personnel du système statistique national;
- de contribuer à la diffusion des méthodes et outils statistiques auprès des structures du système statistique national ;
- de participer à la recherche dans les domaines statistiques spécifiques;
- de réaliser des études ou des expertises.

Le siège du Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT) se trouve à Sabalibougou, contigu au siège de l'INSTAT, dans la commune V du district de Bamako.

3.1 Séances de travail avec la direction du CFP-STAT

En prélude à la visite de terrain, l'équipe de la mission s'est entretenue avec le Directeur Général et l'Agent Comptable du CFP-STAT. Ces échanges ont porté sur les points suivants :

- l'exécution physique et financière de l'année 2020 ;
- le processus de passation des marchés sur financement ;
- le respect de la durée de l'exécution des projets dans le temps prévu ;
- les difficultés liées au respect du délai d'exécution des travaux fixé en fin 2021 ;
- les difficultés et goulots d'étranglement pouvant entraver la bonne marche du projet notamment les incompréhensions entre l'Entreprise SOUDANAISE SARL chargée de l'exécution des travaux et le bureau de contrôle GEDUR-IC et le retard dans le démarrage des travaux.

3.2 Réalisations physiques

A la date du 24 décembre 2020, les travaux de construction du Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT) sont en retard avec un **taux d'exécution de 9,9% pour un délai consommé de 48,9%**. A cet égard, l'entreprise a été invitée à s'organiser pour accélérer davantage la cadence des travaux².

3.3 Système de Suivi-évaluation

Le dispositif de suivi des travaux est réalisé par le bureau de contrôle et de surveillance GEDUR-ic. Les réunions mensuelles du chantier sont prévues pour le dernier mardi de chaque mois. Aussi, des réunions trimestrielles sont organisées en vue d'affiner les conclusions des réunions antérieures et aider à la prise de décision.

En outre, la DNPd dans le cadre de ses missions régaliennes, effectue périodiquement des missions de suivi pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux.

3.4 Situation financière

Au regard des copies de marchés remises à la mission, le coût total du projet est 2, 120 milliards de F CFA. Ce montant est décomposé par marché dans le tableau ci-après:

² Procès -verbal de réunion hebdomadaire n°41 du 8 décembre 2020.

Tableau: Montant du Marché par nature (en F CFA)		%
Marché de Travaux	1 990 188 500	94
Marché de Contrôle	129 882 600	6
Total	2 120 071 100	100

Le marché des travaux représente 94% du cout total contre 6% pour celui relatif au contrôle et surveillance.

La situation d'exécution financière du projet (travaux et contrôle) de 2016 à 2020 est consignée dans le tableau suivant:

Tableau: Exécution financière globale du projet de 2016 à 2020 (montant en F CFA)

CREDITS	ANNEES BUDGETAIRES					TOTAL GENERAL
	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020 ³	
Dotations budgétaires	173 300 000	790 919 432	678 186 000	681 966 000	1 179 921 000	3 504 292 432
						-
Mandats admis	-	689 646 418	176 020 745	666 336 692	86 388 514	1 618 392 369
						-
Taux	-	87,20	25,95	97,71	7,32	46,18

Source: Différents comptes administratifs validés de 2016 à 2020 (fournis par le CFP-STAT)

En termes de dotations budgétaires cumulées, il ressort du tableau ci-dessous qu'un montant de 3,504 milliards de F CFA ont été inscrits sur lesquels 1,618 milliards ont été liquidés, soit un taux d'exécution financière de 46,18%.

S'agissant seulement de l'exécution financière des travaux, suivant le cadre du devis quantitatif et estimatif à la date du 24 décembre 2020, sur un montant global de 1 990 188 500 F CFA, la somme de 198 001 055 F CFA a été décaissée par le projet, soit un taux d'exécution de **9,95%**.

La situation détaillée est présentée dans le tableau ci-dessous;

³ A la date du 14 septembre 2020

Tableau: Exécution financière des travaux (montant en F CFA)

Nature	Montant du marché initial en F CFA	Montant du marché exécuté en F CFA	Avancement en % des travaux exécutés
Gros œuvre	1 334 878 900	179 650 255	13,5 %
Electricité	377 589 700	14 225 000	3,8 %
Menuiserie	205 799 400	0	0,0 %
Plomberie	71 920 500	4 125 800	5,7 %
Total général	1 990 188 500	198 001 055	9,9 %

Des efforts restent à consentir en terme d'exécution financière notamment au niveau de la menuiserie (0%), de l'électricité (3,8%) et de la plomberie (5,7%). L'exécution financière importante se situe au niveau des gros œuvres avec seulement 13,5%.

3.5 .Etat de passation des marchés

Deux (2) marchés ont été conclus, à savoir :

Avec l'entreprise SOUDANAISE, pour l'exécution des travaux

Marché : N°04737DGMP/DSP 2019 du 26 décembre 2019;
 Montant : 1 990 188 500 F CFA TTC ;
 Date OS : 16 Décembre 2019 ;
 Délais : 24 mois.

Avec le Bureau de Contrôle et de Surveillance "GEDUR-ic", pour la mission de contrôle et la surveillance des travaux

Marché : N°4159 DRMP2019 du 15 février 2019;
 Montant : 129 882 600 F CFA TTC ;
 Date OS : 04 Décembre 2019 ;
 Délais : 24 mois.

3.6 Visite des réalisations physiques

Au cours de la visite des réalisations physiques, l'équipe de la mission a été accompagnée par l'agent le bureau GEDUR-ic et l'agent de l'entreprise SOUDANAISE. La mission a visité tout le chantier de la construction du Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT) à savoir la cours devant abrité le bâtiment, les travaux primaires au coulage du béton du toit du rez de chaussée du bâtiment. le stock de matériaux de construction tels que le fer, le sable, le gravier, les étais (bois et métal), les bois de coffrages, le bassin de retenue d'eau, les briques confectionnées, etc...Elle a aussi visité l'intérieur et le toit (travaux de bétonnage) du premier niveau du bâtiment.

En somme, les travaux de fondation sont terminés, l'exécution des poteaux, le coulage du béton du dallage du premier niveau, le gainage sont en cours.

Au terme de la visite, l'équipe de la mission s'est entretenue par les représentants de l'entreprise et du bureau de contrôle. Ces échanges se sont focalisés sur les motifs du retard des travaux, qui ont été justifiés par des incompréhensions d'ordre techniques entre l'entreprise et le bureau de contrôle (le changement du système d'étaisement, la validation des plans parcellaires et des résultats des études de sol) par l'Entreprise.

L'équipe de la mission a surtout insisté sur le respect du délai contractuel des travaux et l'instauration d'un dialogue permanent entre l'entreprise et le bureau de contrôle ainsi que l'élaboration d'un planning global d'exécution des travaux.



Toiture en préparation R+1



Vu de face du CFP-STAT

Constat: Le principal constat est le retard dans l'exécution des travaux, l'élaboration par l'Entreprise d'un planning partiel des travaux couvrant la période de 1^{er} décembre 2020 au 4 janvier 2021, le retard dans l'acheminement des étais et les incompréhensions persistantes entre l'entreprise et le bureau de contrôle .

II. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISSION

Les principaux enseignements tirés au terme de la présente mission de suivi se résument à :

- l'appréciation des réalisations visitées sur le terrain ;
- la collecte des données fiables sur l'état d'exécution physique et financière des projets visités ;
- la mise en place par l'Etat, à travers les services techniques appropriés et les collectivités décentralisées, de mécanismes pour assurer la viabilité/pérennité des infrastructures réalisées après la clôture des Projets ;
- la nécessité de pérenniser les missions de suivi physique et financier eu égard à l'importance de disposer d'informations fiables et actualisées sur le niveau de réalisation des activités sur le terrain;

- la nécessité de renforcer et de régulariser les missions de suivi physique et financier eu égard, d'une part, au manque d'informations fiables et à jour sur le niveau d'exécution de certains P/P et, d'autre part, à la compréhension des difficultés et la recherche de solution appropriée;
- le retard dans la réalisation de certains Projets par rapport à leurs délais d'exécution (Construction/Equipement CFP/STAT, bitumage de la Route Kati-Diedieni);
- la pertinence des investissements réalisés (réponses réelles aux préoccupations des populations bénéficiaires) pour le développement socio-économique des zones d'intervention.

III. DIFFICULTES RENCONTREES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

N°	Difficultés/Problèmes Rencontrés	Causes	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS-Mali)					
1	Retard dans l'exécution de certaines activités (Retard des entreprises sélectionnées sur les sites des travaux, Retard accusé dans la finalisation des convention soumis à la DNEF).	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de la pandémie de COVID-19 ; - Insécurité ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Maitriser la propagation virus; - renforcer la sécurité dans les zones d'intervention du projet; - Finaliser les travaux de construction /réhabilitation de 29 parcs de vaccination, 05 secteurs vétérinaires ; 03 postes vétérinaires frontaliers, 03 postes de contrôle frontalier et 07 SLPIA/ UAPIA dans le Delta Central, Mali Nord-Est et Mali-Sud; - Signer les 14 conventions locales de 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministères en charge de la Santé, la défense; de l'Elevage, PRAPS-ML - DNGR/ DNPIA/ DNSV/ DRACPN/ DGMP; - DNEF/ DNPIA/ Collectivités/ OP/ DREF/ 	<ul style="list-style-type: none"> Immédiat 30 juin 2021 30 juin 2021

			gestion des ressources naturelles et restauration des parcours dégradés dans les zones couvertes par les conventions;	DRPIA/ Communautés;	
2	Mauvaise qualité des études ou travaux réalisés	<ul style="list-style-type: none"> - Non sécurisation des domaines UAPIA et Services vétérinaires de Diéma; - absence d'un point d'eau potable dans la cour, - Etanchéité des murs et plafonds 	<ul style="list-style-type: none"> - clôturer le domaine public UAPIA et Services vétérinaires de Diéma; -prévoir/creuser un point d'eau potable dans la cour, -réparer les étanchéités des murs et plafonds. 	PRAPS, DNSP? DNPIA, Entreprises, Bureau de Contrôle.	Juin 2021
PROJET DE REHABILITATION/RENFORCEMENT DU TRONÇON KATI-DIDIENI DE LA ROUTE NATIONALE N°3 DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD					
1	Retard dans les travaux (validation du coût global du projet, signature de l'avenant au marché de l'entreprise, retard dans le paiement des décomptes de l'entreprise)	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêt des travaux de terrassement/chaussée d'août à octobre 2020; - absence de planning général actualisé des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Diligenter la signature de l'avenant; -Diligenter le paiement des décomptes ; - Fournir les dossiers d'exécution approuvés ; - Elaborer le planning général actualisé 	<ul style="list-style-type: none"> - MTI/DNR/MEF/AGE TIPE/SOGEA SATOM/CIRA; MTI/DNR/MEF/AGE TIPE/SOGEA SATOM/CIRA 	<ul style="list-style-type: none"> Immédiat ; Immédiat

**PROJET DE CONSTRUCTION /EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN STATISTIQUE
(CFP-STAT)**

1	Retard considérable dans l'exécution des travaux	Incompréhensions d'ordre techniques entre l'entreprise et le bureau de contrôle	- Instauration d'un dialogue permanent entre l'entreprise et le bureau de contrôle ; Elaboration un planning global d'exécution des travaux restants	CFP-STAT/Bureau GEDUR-ic/Entreprise SOUDANAISE.	Immédiat
---	--	---	---	---	----------

CONCLUSION

La présente mission s'inscrit dans le cadre des actions de la DNPD au titre du Plan de Réforme de la gestion des Finances Publiques au Mali, à travers l'amélioration de l'exhaustivité et la fiabilité des données recueillies sur les Projets/Programmes d'investissements publics au Mali, d'une part et l'optimisation de l'utilisation des ressources et l'efficacité de la dépense publique, d'autre part.

La mission a été mise en œuvre à travers les entretiens auprès des Unités de Gestion des Projets (UGP), les services techniques, les bénéficiaires et la visite de certaines réalisations.

Disposant de ces éléments, nous pouvons dire que cette mission de Suivi-évaluation a été d'une importance capitale dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des investissements publics au Mali. Ainsi, elle a permis de faire le point de la situation d'exécution physique et financière des différents projets et programmes visités, d'apprécier la qualité des investissements réalisés sur le terrain et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

En outre, les échanges menés avec les acteurs et certains bénéficiaires sur le terrain ont permis de proposer de solutions aux contraintes et difficultés signalées.

IV.ANNEXES: TDRs, 21^{ème} Revue des Projets/Programmes visités, Ordre de Mission et liste de Présence

Annexe 1: TDR de la mission

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

République du Mali
Un Peuple-Un But-Une Foi

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT



TERMES DE REFERENCE DU PROGRAMME ANNUEL DE SUIVI – EVALUATION DE 100 PROJETS ET PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS PUBLICS AU MALI POUR L'ANNEE 2020

Effet stratégique n°2 du PREM: " Conformément aux normes internationales, le budget de l'Etat reflète les politiques publiques, optimise l'utilisation des ressources et assure l'efficacité de la dépense publique".

Activité 2.1.3.4: "Intensifier les missions de suivi des projets et programmes"

Février 2020

I - CONTEXTE ET JUSTIFICATION

I - 1 - Contexte

Le suivi trimestriel de l'exécution du BSI a été régi par l'Instruction **N° 3/MP-MFC du 3 Septembre 1990** pour mieux suivre l'exécution du BSI avec la possibilité de sanctionner les gestionnaires de projets défaillants.

Les conclusions du séminaire sur le « Renouveau de la Planification » tenu à Ségou du 15 au 18 janvier 1996, font ressortir entre autres, la faiblesse du système de conception, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des projets et programmes de développement. A cet égard, il a été recommandé la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation systématique des projets et programmes.

Toutefois, malgré des efforts considérables déployés, le processus de suivi-évaluation des investissements publics reste problématique.

L'«**Etude sur l'amélioration des taux de décaissement des projet et programmes au Mali** » indique dans ses conclusions :

- une faiblesse du suivi des projets et programmes (P/P) au niveau des ministères de tutelle;
- un manque de ressources humaines compétentes au niveau des CPS;
- des comités de pilotage chargés de la supervision des P/P dont la fonction se résume à des réunions périodiques.

Aussi, «**l'Etude diagnostique du système de Sélection, de Programmation et de Suivi-Evaluation des Projets/Programmes d'Investissement Public assortie d'un Plan d'Action pour le Renforcement des Capacités** » relève également quelques insuffisances du système de suivi-évaluation des projets et programmes :

- ◆ le suivi physique de l'état d'exécution technique des projets inscrits au PTI se fait très timidement et se limite à de rares visites de terrain effectuées par les CPS et les DTSS dans le cadre de leurs missions ordinaires;
- ◆ le cadre de concertation semestriel (2 fois par an) sous l'autorité de la DNPD et qui regroupe les DAF et les CPS qui passe en revue l'exécution des projets sectoriels ainsi que l'état d'évolution des nouveaux projets dans leur cycle, n'est pas suffisamment développé;
- ◆ les problèmes récurrents liés aux outils sont surtout le mauvais remplissage des fiches BSI, le retard de transmission et les lenteurs dans les feedback;
- ◆ le suivi technique des programmes régionaux qui exige les visites de terrain au sein des projets en exécution sous l'égide du Conseil Régional avec la participation de la DRPSIAP, des DRS et des PTF n'est pas encore généralisé;
- ◆ l'utilisation de fiches de suivi-évaluation des projets/programmes n'est pas généralisée. Le rôle central que doit jouer le Conseil Régional dans le domaine notamment du suivi de la mise en œuvre des mesures et de la diffusion des résultats du suivi financier des projets régionaux reste à initier.

I – 2 – Justification

Le gouvernement du Mali fournit des efforts pour accroître ses dépenses d'investissement dans le budget de l'Etat. Cette orientation de politique économique est particulièrement affirmée depuis les années 2010, dans le cadre du programme soutenu par la facilité élargie de crédit avec le FMI.

Ainsi, des financements très importants sont consentis chaque année dans la mise en œuvre de projets, programmes ou politiques publiques de développement pour l'amélioration des conditions de vie des populations. La mise en œuvre de ces projets et programmes d'investissement public est en partie assurée par l'aide publique au développement des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

A cet effet, les exigences d'efficacité et de transparence de l'action publique vis-à-vis des populations bénéficiaires et des partenaires techniques et financiers voudraient que chaque acteur, à quelque niveau que ce soit, soit redevable de ses agissements.

Le suivi-évaluation des politiques publiques et des projets/programmes doit être inscrit au centre de l'action publique afin de concrétiser et de rendre visibles les efforts du Gouvernement et impose aux acteurs impliqués dans la planification, la programmation et la gestion des investissements publics de répondre désormais à des questions telles que : nos politiques publiques apportent-elles les changements souhaités ? Nos programmes et projets produisent-ils les effets escomptés ? Quels types d'ajustements sont désirables pour améliorer leur performance ?

Fortement lié à la rationalisation de l'action publique, le suivi-évaluation vise à déterminer dans quelle mesure une politique publique, un programme ou un projet atteint les objectifs qui lui sont assignés et, surtout, dans quelle mesure les impacts escomptés auprès des publics cibles sont produits. Il fournit ainsi aux citoyens, aux parlementaires, aux autorités administratives et aux bailleurs de fonds, une appréciation neutre et objective, fondée sur des éléments probants, favorisant la transparence dans l'utilisation des ressources, aidant les administrateurs de programmes à gérer en fonction des résultats et favorisant l'amélioration continue des politiques, projets et programmes.

C'est dans ce cadre qu'à la suite de la mise en œuvre des deux (2) phases du Plan d'Action du Gouvernement pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques, phases (PAGAM/GFP), exécutées de 2006 à 2009 pour la phase I et de 2011 à 2015 pour la phase II, notre pays s'est inscrit dans une nouvelle vision de gestion des finances publiques sur la période 2017-2021 dénommée "**Plan de Réforme des Finances Publiques au Mali**" (**PREM**) qui offre l'une des conditions préalables à l'émergence. Ce cadre se traduit par des institutions, des ressources humaines, **des pratiques de gestion et des systèmes d'information** qui permettent au pays de s'aligner sur les normes et meilleures pratiques internationales, en particulier dans les différents domaines de la gestion budgétaire et du contrôle parlementaire et citoyen de l'action publique.

Ainsi, les activités programmées dont les missions de suivi des P/P s'inscrivent dans l'effet stratégique n°2 intitulé " Conformément aux normes internationales, le budget de l'Etat reflète les politiques publiques, optimise l'utilisation des ressources et assure l'efficacité de la dépense

publique". Elles portent notamment sur l'**Extrant 2.1.3. "L'amélioration de la programmation et du suivi des investissements publics participe d'une qualité renforcée de la dépense publique"**.

II – OBJECTIF

L'objectif du programme annuel des missions de suivi de l'année 2020 de la Direction Nationale de la Planification du Développement est de dresser le point de la situation d'exécution physique et financière de cent (100) projets et programmes d'investissement public inscrits au PTI 2020-2022 et au BSI 2020 et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

Sur les 100 projets et programmes, vingt-cinq (25) seront suivis dans le cadre de la mise en œuvre des activités inscrites dans le chronogramme 2020 du PREM.

III – RESULTATS ATTENDUS

A travers ce programme ambitieux des missions de suivi des projets/programmes d'investissement, la Direction Nationale de la Planification du Développement vise les résultats suivants :

- l'état d'exécution physique et financier des projets /programmes visités est mieux connu ;
- les contraintes et goulots d'étranglements à la bonne marche des projets visités sont identifiés ;
- les recommandations appropriées à la prise de décision sont formulées et mises en application.

IV. PROGRAMME INDICATIF ET METHODOLOGIE DE DEROULEMENT DES MISSIONS

4.1. Prise de contact avec les CPS et UGP

- Envoi de documents : **Chef de mission**

Les documents de missions seront envoyés une semaine avant la date de départ aux CPS pour information et aux porteurs de projets (UGP et services de tutelle) et les DRPSIAP pour les dispositions pratiques à prendre en vue d'une meilleure organisation de la mission.

Les documents à envoyer sont :

- les TDR de la mission ;
 - la copie de l'ordre de mission ;
 - la liste des projets à visiter ;
 - la fiche de suivi des projets.
- Débriefing des membres des équipes pour les informations utiles à communiquer, la situation des rôles et responsabilités de chaque membre, les résultats à atteindre et les dispositions à prendre pour un meilleur déroulement de la mission (**Chef de mission**).

- Concertations entre l'équipe de mission, les CPS et les UGP pour la planification des missions et les mesures pratiques à prendre à Bamako avant le départ des équipes :
(**équipe de mission**)

4.2. Déroulement des missions : Equipe de mission

- Visite de courtoisie aux autorités administratives et politiques des différentes régions pour la présentation des équipes et des objectifs des missions ;
- La phase des travaux techniques entre l'équipe de mission et les UGP : l'accent sera mis sur les aspects suivants :
 - ✓ l'exécution physique et financière par composante des projets/programmes au passage de la mission ;
 - ✓ les prévisions, les réalisations physiques et financières à mi-parcours de l'année 2020 au moment du passage de la mission ;
 - ✓ le point sur l'utilisation de la contrepartie nationale ;
 - ✓ l'évolution du processus de passation des marchés sur financement intérieur et extérieur ;
 - ✓ le système de suivi - évaluation interne et externe mis en place pour le pilotage du projet/programme ;
 - ✓ la durée de l'exécution des projets et programmes dans le temps ;
 - ✓ les contraintes et goulots d'étranglement à la bonne marche du projet/programme ;
 - ✓ les propositions de solutions envisagées par nature de contraintes et problèmes rencontrés (techniques, financiers, institutionnels....).

Pour ce faire, la documentation à demander comprend, entre autres :

- ✓ le document de projet, éventuellement les textes portant création et fonctionnement du projet;
- ✓ l'aide mémoire ou le dernier rapport de suivi ou d'évaluation du projet/programme par le PTF, ou le cas échéant, le rapport d'étape ou d'avancement ;
- ✓ les justificatifs (documents des marchés passés dûment signés et cachetés conjointement par le Gestionnaire du projet/programme, le Directeur des Finances et du Matériel de tutelle et les Services financiers compétents : DGB, DNCF, DGMP/DSP, DNTCP, etc.) de l'utilisation des crédits budgétaires des trois derniers exercices 2017, 2018 et 2019 en s'assurant qu'elle est conforme à ce qui a été convenu, de commun accord, lors des différents arbitrages du PTI/BSI ;
- ✓ la situation de décaissement annuelle depuis le démarrage du projet/programme jusqu'au moment du passage de la mission;
- ✓ le tableau de bord ou le chronogramme des activités du projet/programme pour le reste de l'exercice budgétaire en cours;

- ✓ le plan de passation des marchés N+1, le cas échéant.
- La phase de visite des réalisations et entretien éventuel avec les bénéficiaires ;
- La phase de restitution et adoption des résultats avec les UGP avant de quitter.

4.3. Phase finale de la mission : Equipe de mission

- La finalisation du rapport de mission : les équipes rédigeront un rapport au terme de leurs missions dont le contenu fera ressortir les éléments ci - après :
 - ✓ Déroulement de la mission ;
 - ✓ Principaux enseignements tirés de la mission ;
 - ✓ Suggestions - Recommandations - Propositions de solutions ;
 - ✓ Annexes.
- Restitution des résultats à la DNPd;
- Envoi du rapport final au Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et/ou à la CARFIF;
- Publication du rapport final sur le site de la DNPd et/ou du MEF.

V – ECHANTILLON DES PROJETS/PROGRAMMES A VISITER

Plusieurs critères peuvent être utilisés pour la sélection des projets à évaluer (Département de tutelle, Région administrative de localisation, Secteur de planification, Envergure du projet et son état d'avancement....).

Toutefois, pour les présentes missions, le choix de l'échantillon de projets/programmes à visiter se fera sur la base de leur importance par rapport aux priorités et objectifs actuels du Gouvernement (lutte contre la pauvreté, services sociaux essentiels, bonne gouvernance, modernisation de l'Administration et décentralisation) d'une part, de l'insuffisance d'informations nécessaires pour leur programmation et l'établissement de leur bilan physique/financier et de leur localisation, d'autre part.

VI – COMPOSITION DE LA MISSION DE SUIVI-EVALUATION

Les missions seront réalisées par des équipes réparties dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako.

En fonction de la localisation des réalisations physiques, les équipes peuvent se déployer sur les mêmes régions avec des projets/programmes différents.

Compte tenu des contraintes sécuritaires, les projets et programmes des régions du Nord ne seront pas concernés en 2020.

Pour chaque phase de missions, dans la mesure du possible, la composition des équipes sera de :

- **au niveau national**, des cadres de la Direction Nationale de la Planification du Développement, des Cellules de Planification et de Statistique et d'autres structures du

Ministère en charge des Finances telles que la DGDP, la DGB et la Cellule de suivi des projets.

- **au niveau régional**, des représentants des Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP).

VII – MOYENS HUMAINS, MATERIELS ET FINANCIERS

Afin de mener à bien les missions de suivi et atteindre l'objectif fixé, les équipes seront dotées des moyens humains, matériels et financiers adéquats et suffisants pour assurer leur autonomie.

- **Moyens financiers** : imputation budgétaire : Budget National, Exercice 2020.
- **Durée** : la durée des missions est de 10 jours par équipe pour couvrir les projets à visiter sur les régions indiquées.

Annexe 2 : 21^{ème} Revue des Projets/Programmes visités au 31 décembre 2020

(Les Montants sont en Millions de F CFA)

N ^o	RNP	Intitulé du projet	Durée	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2020			Taux de décaissement			Observations
					Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
1	2 799	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Mali)	2016-2021	28 561	1 605	22 500	24 105	486	22 077	22 563	30,26 %	98,12 %	93,60 %	
2	3 078	Rehabilitation route Bamako Kati-Kolokani-Diédiéni-Diema-Sandaré-Kayes -Kidira (710 KM)	2018-2020	78 477	78 477	0	78 477	39 446	0	39 446	50,26 %	0,00 %	50,26 %	
3	3 047	Construction Equipement Centre de Perfectionnement Statistique	2017-2020	3 470	3 504	0	3 504	1 618	0	1 618	46,18 %	0,00 %	46,18 %	Source: Différents comptes administratifs validés de 2016 à 2020
TOTAL GENERAL				110 508	83 586	22 500	106 086	41 550	22 077	63 627	49,71	98,12	59,98	

Annexe 3: Ordre de Mission